

**BOTHWELL, Robert, Ian DRUMMOND et John ENGLISH, *Canada since 1945. Power, Politics, and Provincialism.* Toronto, University of Toronto Press, 1981. 489 p. \$12.95.**

Joseph Levitt

Volume 36, Number 3, décembre 1982

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304072ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304072ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Levitt, J. (1982). Review of [BOTHWELL, Robert, Ian DRUMMOND et John ENGLISH, *Canada since 1945. Power, Politics, and Provincialism.* Toronto, University of Toronto Press, 1981. 489 p. \$12.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36(3), 427–429. <https://doi.org/10.7202/304072ar>

## COMPTES RENDUS

BOTHWELL, Robert, Ian DRUMMOND et John ENGLISH. *Canada since 1945. Power, Politics, and Provincialism*. Toronto, University of Toronto Press, 1981. 489 p. \$12.95

«Le Canada depuis 1945», oeuvre ambitieuse de trois érudits, peint une vaste fresque des événements sociaux, économiques, culturels et politiques de l'époque. La documentation est rigoureuse, le style vif. Les

[427]

chapitres sur la culture sont animés, ceux sur l'économie instructifs et intéressants.

L'ouvrage présente d'abord une vue générale de l'économie de l'époque. Mais le lecteur sera peut-être porté à oublier cet important tableau quand il abordera les autres chapitres, d'autant plus que les auteurs affirment, au départ, que «les événements politiques n'ont pas grand'chose à voir avec la tournure des événements sociaux et économiques» (p. 7). En conséquence, chacun des cinq grands chapitres sur l'économie se dissocie de ceux sur la politique. Pourtant, comme le montrent l'échec du gouvernement Diefenbaker en 1962 et la défaite du gouvernement Trudeau en 1979, le climat économique a bel et bien influencé l'événement politique. L'ouvrage eut été plus cohérent si l'événement économique y avait tenu une meilleure place.

Ça et là, tout au long du livre, les auteurs émettent des opinions et des points de vue personnels. Par exemple, au moins à quatre reprises, on trouve des opinions relatives au programme de reconstruction économique d'après-guerre de C.D. Howe (p. 65, 69, 76, 86). À cette dernière page, on apprend que Howe avait vendu des propriétés de guerre du gouvernement à des hommes d'affaires canadiens. Comment le lecteur peut-il faire le lien entre cet événement et sa connaissance de Howe, lorsque ce fait n'est rapporté qu'après 5 à 6 pages de matière toute autre? Plus loin, les auteurs expliquent, par deux fois (p. 250, 264), la défaite de Diefenbaker aux élections de 1963, mais ce n'est que plus loin encore (p. 311) qu'on parle du programme de Pearson, lequel n'est pas sans avoir contribué à la défaite de Diefenbaker.

Ils ont un déconcertant irrespect pour la chronologie des événements. À la p. 61, ils font le récit de l'affaire Gouzenko de 1945. À la p. 67, ils reviennent à l'époque du rapport Marsh de février 1943; ils enchaînent avec le débat sur les allocations familiales de 1944 pour revenir à 1940 pour parler de la Commission royale sur les relations Dominion-provinces. De nouveau (p. 356), ils font le récit de l'élection du PQ de 1976 pour retourner à la p. 367 à l'élection provinciale québécoise de 1970. À la p. 367, ils rapportent la victoire de Trudeau en février 1980, mais à la p. 421, ils font marche arrière vers 1979 pour parler de la politique pétrolière du premier ministre Clark.

L'un des mérites de l'ouvrage est que les auteurs tiennent leur engagement d'y exprimer des «opinions nettes» (p. 3). C'est ainsi que Walter Gordon et Herb Gray se font qualifier d'«excentriques» (p. 49) pour s'être élevés contre l'influence des entreprises américaines sur nos politiques économiques. Les auteurs écrivent qu'«Ottawa a appris, au milieu des années 60, qu'il était possible de faire fléchir les compagnies étrangères au point qu'elles deviennent même les instruments des objectifs nationaux canadiens» (p. 52). Plus loin, ils observent toutefois que «grâce aux nouveaux plans de taxation de 1943, les compagnies de pétrole privées ralentissaient l'exploration et menaçaient de mettre un terme à tout développement au Canada» (p. 417). Et aujourd'hui, comme pourrait l'attester M. Lalonde, nous sommes témoins d'une lutte de géants entre les compagnies de pétrole américaines et la politique nationale de l'énergie.

De toute évidence, les économistes nationaux avaient beaucoup plus de pouvoir que les auteurs veulent bien leur reconnaître.

Quant aux événements propres au Québec, il semble que les auteurs les voient entièrement à travers des lunettes fédérales. À propos de la crise d'octobre 1970, ils rapportent qu'Ottawa disait avoir une «base raisonnable» (p. 394) pour justifier l'emploi de la Loi des mesures de guerre. Ils veulent parler des vociférations de certains éléments radicaux à la solde du F.L.Q., ce qui à leur avis était une preuve que «la volonté de résister à la violence au Québec s'affaiblissait visiblement» (p. 394). Cette opinion, néanmoins, ignore le fait, pour le moins gênant, que le gouvernement Trudeau n'a jamais pu démontrer l'existence d'une «insurrection appréhendée». De plus, il a suffi de méthodes policières ordinaires pour retrouver James Cross et les felquistes qui avaient kidnappé Pierre Laporte. Comment alors justifier la Loi des mesures de guerre?

Les auteurs épousent également le point de vue d'Ottawa sur la question linguistique au Québec. Ils qualifient les craintes des nationalistes québécois d'«hystérie» (p. 395). Ils n'expliquent pas sur quoi ces craintes se fondaient: par exemple, que dans les années 60 au Québec, le langage des affaires était essentiellement l'anglais; que, par ailleurs, certains indices démographiques montraient clairement l'assimilation des immigrants par le monde anglophone, au point qu'on pouvait craindre que Montréal ne devînt une ville à majorité anglophone. Les auteurs avancent également que la Loi 101 aurait abaissé la langue anglaise à un niveau de «non entité» (p. 400). Mais n'importe quel citoyen séjournant à Montréal peut se rendre compte de l'absurdité d'une telle affirmation. Mis à part, avouons-le, certains règlements stupides et certaines formalités bureaucratiques abusives, la liberté dont jouit la communauté anglophone d'utiliser sa langue n'est aucunement brimée. Tout compte fait, à l'heure actuelle, les anglophones de Montréal ont plus d'autorité sur leur système scolaire que les francophones d'Ottawa.

Les auteurs qualifient de «coercitif» (p. 385) le principe fondamental de la Loi 101 qui fait intervenir l'État comme protecteur de la langue française. Ils se gardent bien d'une telle opinion à propos de la Loi des mesures de guerre, bien qu'ils admettent qu'à cette occasion «la police n'a pas toujours agi avec le discernement voulu» (p. 392) (en fait, des centaines de citoyens furent arrêtés sans raison). Ces prises de position rendent les auteurs incapables d'expliquer au lecteur anglophone les véritables motifs du mouvement nationaliste québécois. Pourtant ils préviennent, avec justesse, que la victoire des fédéraux lors du référendum québécois pourrait bien aboutir à ce que «les véritables attentes du Québec au sein du Canada soient oubliées» (p. 406). Si une telle chose devait arriver, ce serait parce que la plupart des anglophones non québécois n'ont pas encore compris grand'chose à ce qui perturbe les nationalistes québécois. Et, à cet égard, cet ouvrage ne fait rien pour les éclairer. Cette compréhension est pourtant indispensable à la survie harmonieuse des deux communautés au sein du Canada.